

en fonction des possibilités et des choix économiques des capitalistes.

Ce qui implique :

— d'une part la nécessité de maintenir aux moindres frais les travailleurs en état de travailler et de consommer ;

— d'autre part la volonté de régulariser la consommation médicale pour permettre l'équilibre entre le développement de l'industrie pharmaceutique et le développement des autres branches capitalistes.

Et pour remplir cette noble mission (économique et non sociale) le médecin sera bien payé.

Soyez de bons Officiers de Santé, je ferai de vous de bons consommateurs : voilà la proposition du C.N.P.F.

(Mais comme la confiance règne, le C.N.P.F. propose le contrôle des ordonnances en demandant aux pharmaciens de les recopier intégralement sur un registre. Au passage, le C.N.P.F. remarque que les pharmaciens y gagneront puisque l'ensemble de l'ordonnance devra être acheté chez le même pharmacien !)

Et l'étude sur la Sécurité Sociale du Centre de Documentation conclut :

« Les professions sanitaires participent à l'effort directement pour les industries et les commerces pharmaceutiques, indirectement pour les professions médicales, si les restrictions au remboursement des assurés sont suffisantes pour les INCITER A DIMINUER LEUR CONSOMMATION DES SOINS. »

Les médecins, comme les sociologues d'entreprise, comme tant d'autres catégories parmi les classes moyennes, doivent devenir instrument dans les mains du patronat. Leur degré d'indépendance ou de conscience ne peut être qu'un obstacle à l'exercice de leurs fonctions sociales et cela est gros de révoltes possibles. L'accentuation de la pression qui pèse sur eux se traduit par des changements qui interviennent dans la formation qui leur est donnée : aux nouveaux besoins du capitalisme en matière de santé correspond une réforme de la structure hospitalo-universitaire.

Cette réforme de la formation médicale et de l'exercice de la médecine, approfondissant le fossé entre deux sortes de praticiens, rend à chacun évidente la ségrégation entre deux sortes de médecine et, par les prises de conscience qu'elle fit naître et qui s'exprimèrent en Mai, est riche, elle aussi, de révoltes possibles.

B. LA REFORME HOSPITALO-UNIVERSITAIRE

I. LES MOTIVATIONS

La nécessité de cette réforme n'est pas née de la constatation de l'insuffisance de la pratique médicale commune et partant de l'insuffisance de l'enseignement universitaire et post-universitaire. Cette constatation avait été faite : « les stagiaires avaient une formation clinique insuffisante ». Mais elle ne fut pas le moteur de la réforme pas plus qu'elle ne fut son but, même si les promoteurs n'en n'étaient pas totalement conscients.

Les raisons de cette réforme furent en fait de trois ordres :

1. *Le développement considérable des techniques* donnait à l'Hôpital la présence dans la qualité des soins très spécialisés